NOTE VERBALE DATÉE DU 12 FÉVRIER 2007, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR LA MISSION PERMANENTE DU CANADA, TRANSMETTANT LA CONTRIBUTION DU CANADA INTITULÉE «MESURES DE TRANSPARENCE ET DE CONFIANCE DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE»

La Mission permanente du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève présente ses compliments au Secrétaire général de la Conférence du désarmement à l'Office des Nations Unies à Genève, et a l'honneur de communiquer le document du Canada intitulé «Mesures de transparence et de confiance dans l'espace extra-atmosphérique», tel qu'il a été présenté auparavant en application de la résolution 60/66 de l'Assemblée générale. La Mission permanente souhaiterait qu'il soit distribué comme document de la Conférence du désarmement.

MESURES DE TRANSPARENCE ET DE CONFIANCE DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

1. Le Canada félicite la Fédération de Russie pour avoir présenté la résolution 60/66 de l'Assemblée générale sur les mesures de transparence et de confiance dans l'espace extra-atmosphérique, et pour avoir encouragé le dialogue sur cet enjeu important.
2. L'an prochain marquera le quarantième anniversaire de l'ouverture à la signature du *Traité sur l'espace extra-atmosphérique* ainsi que le cinquantième anniversaire du lancement de SPOUTNIK. Les discussions sur ces questions arrivent donc à point nommé.
3. L'espace représente une ressource planétaire qui fait de plus en plus partie de notre infrastructure critique collective – allant des liaisons mondiales de communication et de navigation jusqu'à la collecte de renseignements sur la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Les activités menées dans l'espace extra-atmosphérique englobent des initiatives de nature civile et militaire mais de plus en plus aussi de nature commerciale, initiatives qui sont toutes compatibles avec les usages pacifiques de l'espace. L'exploration, l'exploitation et l'utilisation durable de l'espace devraient se poursuivre pour le bénéfice et dans l'intérêt de tous les États. Comme le stipule clairement le *Traité sur l'espace extra-atmosphérique*, l'espace doit être «l'apanage de l'humanité tout entière».
4. Afin de protéger cette ressource sur laquelle nous comptons de plus en plus, le Canada appuie l'examen des mesures de transparence et de confiance dans l'espace extra-atmosphérique prises pour compléter les initiatives menées par la Conférence sur le désarmement et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Ces mesures peuvent aider à réduire les perceptions de menaces et à bâtir la confiance entre les nations. Elles peuvent également contribuer à renforcer la coopération internationale dans l'espace et servir ainsi à promouvoir la paix et la sécurité internationales.
5. Le présent document présente certains types de mesures de transparence et de confiance déjà prévues dans le droit international ou dans d'autres engagements pris par certains États concernant l'espace extra-atmosphérique ou susceptibles de trouver une application dans l'espace. Cette liste est loin d'être exhaustive, mais elle peut néanmoins aider les États membres dans leur examen et dans les discussions générales sur les mesures de transparence et de confiance dans l'espace.

Utilisation du plein potentiel des instruments déjà en place

6. Nous avons déjà à notre disposition un certain nombre d'outils associés aux mesures de transparence et de confiance. Par exemple, l'ensemble du droit spatial contribue déjà grandement à bâtir la confiance entre les acteurs spatiaux. C'est pourquoi, les États pourraient utiliser pleinement les dispositions des ententes et des arrangements en place.
7. Les mesures de transparence et de confiance constituent certains des éléments clefs du *Traité sur l'espace extra-atmosphérique (1967)*. Il en est question, par exemple, à l'article IX (consultations concernant des activités ou des expériences proposées dans l'espace), à l'article X («les États parties au Traité examineront dans des conditions d'égalité les demandes des autres États parties au Traité tendant à obtenir des facilités pour l'observation du vol des objets spatiaux

lancés par ces États»), à l'article XI (partage de renseignements) et à l'article XII (accessibilité, dans des conditions de réciprocité, à «toutes les stations et installations, tout le matériel et tous les véhicules spatiaux se trouvant sur la Lune ou sur d'autres corps célestes»).

8. Les mesures de transparence et de confiance font également partie intégrante du *Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques* (HCOC). En plus de promouvoir d'autres initiatives bilatérales ou régionales volontaires, les mesures de transparence prévues par le HCOC comprennent:

- i) Des déclarations annuelles exposant la politique en matière de lanceurs spatiaux et offrant des précisions sur les sites de lancement de même que sur le nombre et la catégorie générique des lanceurs spatiaux lancés au cours de l'année écoulée;
- ii) Des notifications préalables au lancement pour les lanceurs spatiaux et les missiles balistiques;
- iii) Des invitations d'observateurs internationaux sur les sites de lancement.

9. Le Canada invite tous les États Membres des Nations Unies à adhérer au HCOC et à mettre ses dispositions en œuvre.

10. La *Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (1975)* a établi un système obligatoire et uniforme d'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique. La Convention exige que soient obligatoirement fournis au Secrétaire général des Nations Unies des renseignements tels que la date et le lieu du lancement, les principaux paramètres de l'orbite après le lancement et la date de récupération de l'engin spatial. Le Sous-Comité juridique du COPUOS travaille présentement à l'examen des méthodes d'immatriculation des États et des organisations internationales ainsi qu'à l'adoption d'un ensemble de méthodes exemplaires ou de lignes directrices visant l'immatriculation, notamment en ce qui concerne les types de renseignements à fournir. Ces travaux devraient permettre d'améliorer la qualité de l'information fournie en vertu de la Convention.

11. On peut trouver dans des sources accessibles au public une bonne quantité de renseignements sur les tendances et les développements annuels associés à l'espace. Une analyse neutre et factuelle de ces renseignements peut contribuer à augmenter la transparence et la confiance. À cet égard, l'*Indicateur de sécurité de l'espace (Space Security Index)*, élaboré par le consortium de recherche spacesecurity.org, est un outil important en matière de transparence et de sensibilisation.

Mesures de transparence et de confiance améliorées

12. Outre les travaux courants de la Conférence sur le désarmement (CD) et du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS), il conviendrait d'examiner la contribution potentielle que pourraient apporter à l'amélioration de la paix et de la sécurité internationales un certain nombre de mesures de transparence et de confiance associées aux activités dans l'espace.

- i) Limitation des débris. En mars 2006, le Sous-Comité scientifique et technique du COPUOS a obtenu de son Groupe de travail sur les débris spatiaux une ébauche de lignes directrices visant à réduire la production de débris dangereux dans l'espace. Ces lignes directrices, basées sur les travaux du Comité de coordination interagences sur les débris spatiaux (IADC), ont été communiquées aux États Membres pour qu'ils les approuvent et qu'elles soient ensuite transmises à la séance plénière du COPUOS de 2007. On espère qu'elles seront adoptées à la soixante-deuxième Assemblée générale des Nations Unies (quatrième Comité) en 2007;
- ii) La négociation de lignes directrices volontaires sur la limitation des débris spatiaux concourra à mieux faire comprendre les activités menées par d'autres acteurs spatiaux dans l'espace et à renforcer l'utilisation durable de l'espace face à un problème environnemental qui va en grandissant. Une fois ces lignes directrices adoptées, on encouragera les États à veiller à la mise en œuvre de celles-ci en prenant des mesures volontaires, par le biais de mécanismes nationaux ou autres, notamment par l'adoption de mesures législatives, le cas échéant;
- iii) Gestion des déplacements dans l'espace. On pourrait également envisager l'élaboration de lignes directrices concernant l'amélioration de la gestion des déplacements dans l'espace. Les mesures à cet égard pourraient notamment comprendre des avis préalables au lancement plus détaillés, des avis de modification d'orbite et d'autres manœuvres susceptibles d'entraîner des rapprochements avec d'autres objets spatiaux, ainsi que des avis préalables à la rentrée dans l'atmosphère. Un renforcement du partage de données sur les conditions qui règnent dans l'espace de même qu'une amélioration en matière de mise en commun d'informations et de procédures de consultation concernant les collisions, les interférences et autres incidents survenant dans l'espace pourraient aussi concourir à consolider la paix et la sécurité internationales. Les États Membres peuvent contribuer à la sécurité dans l'espace en adoptant un comportement fondé sur des règles, qui serait acceptable pour toutes les nations spatiales et dont le caractère prévisible favoriserait l'établissement d'un climat de confiance;
- iv) Moratoire sur les essais d'armes antisatellites. L'arrêt des essais d'armes antisatellites (ASAT) par les États-Unis et l'Union soviétique dans les années 80 est un exemple probant de limitation volontaire et une mesure de confiance importante. D'autres nations spatiales pourraient observer un tel moratoire.

13. Caractérisations améliorées des objets spatiaux: Les États qui immatriculent des objets spatiaux conformément à la *Convention sur l'immatriculation* pourraient envisager sérieusement la déclaration de renseignements supplémentaires concernant, notamment, la manœuvrabilité et la puissance rayonnée équivalente d'objets spatiaux nouvellement immatriculés. Le Sous-Comité juridique du COPUOS pourrait aussi se pencher sur cette question dans le contexte de son examen des pratiques d'immatriculation. Des renseignements supplémentaires pourraient aider d'autres États d'immatriculation à établir un indicateur de préjudice qui permettrait d'évaluer dans quelle mesure les objets spatiaux nouvellement immatriculés sont susceptibles d'entraver, d'endommager ou de détruire d'autres objets spatiaux par contact ou à distance de sécurité.

14. Surveillance concertée de lancements requérant peu de technologie: Les lanceurs et les missiles balistiques produisent un bruit considérable au moment du lancement. L'exploitation du regain d'intérêt scientifique pour la technologie des infrasons, similaire à celle utilisée par l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, pourrait offrir à la communauté internationale un moyen de déclarer et d'observer un régime universel et amélioré d'avis préalables aux lancements de lanceurs spatiaux et de missiles balistiques.

15. En participant à la surveillance concertée des lancements de missiles balistiques et de lanceurs, les États pourraient mieux connaître les intentions et les capacités de ceux qui ont des programmes de fusées actifs. Cette surveillance collective aiderait les États à combattre la prolifération de missiles balistiques en comblant les lacunes dans les connaissances qui pourraient autrement alimenter les courses aux missiles balistiques à lancement vertical ou horizontal.

16. Surveillance de l'espace depuis le sol: En 1989, la France a proposé la création d'un système de surveillance de l'espace, constitué de capteurs radar et optiques, devant permettre à la communauté internationale de suivre la trajectoire des objets spatiaux. La proposition a été présentée à la Conférence du désarmement (CD/937 et CD/PV.570) et a abouti sur un projet visant l'établissement d'un centre international de trajectographie (UNITRACE).

17. Étant donné les progrès rapides de la technologie et l'accès plus facile à des informations de sources ouvertes de grande qualité, on pourrait actualiser la proposition UNITRACE. Une telle initiative viendrait compléter l'accord conclu entre les États-Unis et la Russie concernant la création d'un centre conjoint d'alerte rapide et d'interprétation des données et serait compatible avec la multilatéralisation prévue dans l'accord. Elle pourrait aussi offrir des avantages pour les exploitants de satellites commerciaux en fournissant des informations susceptibles d'éviter les conflits de lancement de satellites et les trajectoires orbitales à proximité immédiate. Elle permettrait en outre de renforcer les Conventions sur l'immatriculation et la responsabilité.